Avant-propos

Guillaume Mazeau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lrf/700>

DOI : 10.4000/lrf.700

ISSN : 2105-2557

Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Référence électronique

Guillaume Mazeau, « Avant-propos », *La Révolution française* [En ligne], 3 | 2012, mis en ligne le 19 décembre 2012, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lrf/700> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lrf.700>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© La Révolution française

Avant-propos

Guillaume Mazeau

- 1 A la fin du XVIII^e siècle, dans une France en Révolution, les députés des Assemblées successives ont tenté de changer le monde, un monde dorénavant transformé ni par la volonté du prince ni par la seule administration monarchique, mais par la volonté générale, s'exprimant sous la forme d'un texte : la loi. Soucieux de remonter aux sources de ce résultat matériel, les historiens se sont souvent focalisés sur l'aval du travail législatif. Les séances et enceintes successives de l'Assemblée sont ainsi devenues des lieux privilégiés pour étudier l'apprentissage de la politique : les discours et débats parlementaires forment encore souvent, jusqu'à l'excès, la matière première de l'histoire politique de la Révolution française. Pourtant, la fabrique de la loi, et à plus forte raison son application et sa réception, ne peuvent se réduire au moment du débat ni du vote. Pour saisir la vie prosaïque du politique dans toutes ses dimensions législatives, exécutives, administratives, juridiques et politiques, il faut renoncer aux séductions du spectacle donné quotidiennement aux Tuileries. Car ce qui se joue dans les salles du Manège et des Machines n'est que la partie visible d'un bien plus vaste appareil institutionnel, dont les comités sont les rouages essentiels.
- 2 Groupes de députés chargés d'une fonction particulière, les comités des assemblées parlementaires, indispensables au travail législatif, tiers-lieux d'un exécutif de plus en plus fantôme et laboratoires d'une nouvelle administration publique, sont pourtant mal connus et peu étudiés. Si l'on excepte les deux fameux Comités de sûreté générale et de salut public, qui, par facilité, continuent de concentrer l'attention et d'induire en erreur les inventeurs de la « Terreur » et du « centralisme jacobin », que sait-on au juste des trente-trois autres comités de la Constituante, des vingt-deux de la Législative et des trente de la Convention, qui ont pourtant activement, mais dans l'ombre, tenté de changer la société ? Finalement peu de choses. En partie conservés dans la série D des Archives nationales, les importants fonds des comités, fourmillant d'informations sur la vie politique de la période révolutionnaire, restent sous-exploités. De récents travaux ont bien entendu été récemment menés par des historiens et juristes, dont certains ont d'ailleurs participé à ce numéro, mais ils n'ont pas toujours été publiés et,

consacrés à un comité en particulier, n'offrent ni de vision globale ni croisée du phénomène.

- 3 C'est pour remédier à cette lacune que dans le cadre de l'ANR RevLoi, pilotée par Jean-Philippe Heurtin (Univ. De Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines), Pierre Serna (IHRF, Univ. Paris-1 Panthéon-Sorbonne) et Anne Simonin (CNRS/IRICE, Univ. Paris-1 et Paris-IV), un atelier collectif a été organisé en 2011 à l'Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne par l'Institut d'Histoire de la Révolution française. Au cours de cette journée, dont ce numéro est le résultat, des archivistes, historiens et juristes, tous spécialistes d'un comité et « aidés » par des discutants¹, se sont ainsi réunis, ont rassemblé et confronté le résultat de leurs recherches, esquisant une première topographie de la nébuleuse politique et bureaucratique des comités qui, trop souvent vus comme de simples annexes des principaux lieux du pouvoir, constituent en réalité les centres discrets des expérimentations politiques, administratives et juridiques du début de la période contemporaine.

NOTES

1. Nous remercions particulièrement les rapporteurs Yann Arzel Durelle-Marc (Université de Bourgogne-Franche-Comté) et Anne Simonin (CNRS, IRICE, Université Paris-1 et Paris-IV) de leur contribution essentielle à cet atelier. Nous remercions également les membres des Archives Nationales qui ont activement participé à la richesse des débats, en particulier Denise Ogilvie, conservatrice du patrimoine en chef.

AUTEUR

GUILLAUME MAZEAU

Maître de conférences à l'Institut d'Histoire de la Révolution française,
IHMC/EA127/UMS 622,
Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne.